

des fourmis



CONTINUONS L'ASCENSION



Le renouvellement de Macron en tant que président de la République peut être un grand choc. Dans nos métiers, nous vivons ces dernières années au quotidien les conséquences de ses politiques et de ses décisions politiques. Il faut vraiment être dans la stratosphère pour ne pas percevoir comme nous le délitement dans le travail, et, il faut bien le dire, une certaine angoisse des lendemains.

Cela a été dit et parfaitement démontré, pour être réélu Macron a fait le choix du pire depuis 5 ans. jouer le duel au 2ème tour contre l'extrême-droite, préparé et annoncé de longue date. C'est un terrible jeu dangereux, mené dans la plus grande inconséquence par un pompier pyromane uniquement concentré sur les intérêts de sa classe sociale.

Maintenant que le pire est évité, que faire pour enrayer les plans mortifères des fossoyeurs de société, de solidarité, de vivre ensemble ? Comment mettre au premier plan les services publics, des moyens nécessaires à des vies harmonieuses et sereines ? Comment imposer que le fameux "quoi qu'il en coûte" devienne la réelle boussole sociale, loin de la petite phrase manipulateur qui a servi à détourner notre regard ?

Dans nos métiers, nous avons la parfaite conscience de notre utilité sociale au quotidien. Nous sommes un secteur où la solidarité et le prendre soin sont au cœur de nos métiers. Il est vrai que les réaliser est de plus en plus dur, leur sens de plus en plus difficile à percevoir. La faute à un processus qui vise à mettre du profit et de la concurrence, là où ils ne devraient pas exister.

Contre tous les discours austéritaires et libéraux, nous devons affirmer que nous ne sommes pas un problème, mais que nous faisons partie de la solution.

Si la période est morose, nous devons aussi reconnaître la force et les réussites de nos actions et de nos mobilisations. La traversée et la gestion de la crise Covid, ce sont les professionnel-les de terrain qui les ont permises. Et il a fallu le faire contre les gouvernant-es.

Les puissantes mobilisations du dernier quinquennat dans notre secteur, Collectif InterUrgences, Collectif InterHôpitaux, mouvements à la sortie du Covid ont obligé le gouvernement à prendre des mesures pour tenter d'apaiser les colères.

La multitude des mouvements locaux, service par service, établissement par établissement, les alliances entre secteur d'activité ouvrent le chemin d'une société qui fixe comme priorité un progrès social solidaire, conscient de l'enjeu écologique.

Aujourd'hui encore, les mobilisations, les résistances, les dynamiques collectives sont nombreuses et puissantes. Loches, Chinon, les équipes de nuit du CHU, la psychiatrie, les urgences, l'Ermitage, pour ne citer que quelques exemples dans le département, ouvrent la voie, sont les réels "premiers de cordée". Bien assuré-es à la paroi, emmenant tout le monde vers le haut, à nous toutes et tous de poursuivre l'ascension.

QUELQUE SOIT LE TOUR, ET POUR QU'ON ARRÊTE DE NOUS JOUER DES TOURS, ON NE LÂCHE RIEN !!!

UNISSONS-NOUS. SEUL-ES ON NE PEUT RIEN, ENSEMBLE ON PEUT TOUT !!!

Échos des SERVICES

Nuit, SRR Ermitage, urgences pédiatriques, les 12h en réa

●
RAPPEL À DOMICILE P. 5
FORMATIONS VIRTUELLES

●
PRIME SOINS CRITIQUES P. 6

●
SUPPRESSIONS LITS EN P. 7
PSYCHIATRIE

●
VIOLENCES SEXISTES ET P. 9
SEXUELLES À LA FAC DE MÉDECINE

●
ÉLECTION PRO. P. 10
VOTEZ SUD
Du 5 Au 8 DÉCEMBRE 2022

sud santé sociaux
Chu de Tours

Bretonneau: 7 37 62

Trousseau: 7 84 17

Portable : 06 15 08 62 22

Mail: sudsantesociaux37@gmail.com

Site: www.sudsantesociaux37.org

Fb : « SUD Santé Sociaux CHU de Tours »



GRÈVE DE NUIT : LE MOUVEMENT N'EST PAS MORT, LES ÉQUIPES NE DORMENT PAS !

Après plusieurs réunions ayant rassemblé plusieurs centaines de personnes, après une mobilisation forte au mois de mars devant la direction générale, la direction continue de faire semblant de ne pas comprendre, pour favoriser un management autoritaire et agressif afin d'imposer aux agent-es de nuit des congés annuels sur des jours de repos.

La finalité pour cette direction est de pouvoir manipuler les plannings des agents à sa guise. Bien sur cette dernière ne agit de la sorte.

Lors du dernier conseil de surveillance du 9 avril 2022, une trentaine de collègues, pour la plupart après leur nuit de travail, ont envahi l'instance, pour continuer de manifester leur colère.

À cette instance sont bien sûr présents la direction, le président du conseil de surveillance (maire de Tours), différents élus du département, ainsi que l'ARS.

Comment la direction peut-elle encore faire croire qu'elle ne comprend pas que les métiers du soin, et encore plus pour la nuit, ne soient plus attractifs ?

Les agents avec le soutien des représentant-es



Les équipes de nuit, par cette action, ont obtenu la promesse du président de conseil de surveillance d'une réécriture en partie de la note de service du temps de travail.

Cela est bien insuffisant, et la bataille continue.

syndicaux-ales, ont ainsi imposé leur parole pour exprimer les actions méprisables de la direction.

Mépris de leur souffrance du quotidien dans les services, mépris de la prise en compte de la vie de chacun-e, mépris de ses souffrances collectives entraînant arrêts de travail, abandons, démissions.

Toutefois les équipes de nuit ont montré à la direction que le mouvement n'était pas mort. Cette dernière faisait entendre à qui voulait bien l'écouter, que cette mobilisation était enterré par l'usure.

SUD continuera à accompagner les agent-es dans cette bataille, pour ne pas lâcher, pour ne pas céder, et pour faire respecter nos droits.

SSR DE L'ERMITAGE: DU TEMPS, ENCORE DU TEMPS, COMBIEN DE TEMPS ?

Comme dans beaucoup de services, le SSR du 2^{ème} et 3^{ème} étage de l'Ermitage, souffre du manque de personnel.

L'état des effectifs n'est pas glorieux. Arrêts de travail, postes vacants, non pourvus, y compris d'encadrement où seul un sur trois est présent.

Les agent-es qui restent s'épuisent des prises en charge de patient-es de plus en plus lourdes, déambulant-es et multipathologiques.

Entre les postes vacants non pourvus, les heures supplémentaires, les demandes d'intérim qui ne prennent pas les missions ou ne viennent pas, il est de plus en plus difficile de faire des soins de qualité.

selon les dires de la direction, elle n'arrive pas à recruter car les collègues ne font pas une bonne publicité sur l'Ermitage, c'est donc « la faute des collègues » !!!! On dit merci à la mauvaise foi de notre chère direction...

Pour tout cela, les équipes du SSR de l'Ermitage ont déposer un préavis de grève ! La direction, lors de la réunion de négociation, a souhaité faire des propositions pour soulager les équipes, en proposant:

**Du Temps..... infirmier,
Du temps....aide soignant,
Du tempsde bio nettoyage,
Du temps..... d'aide hôtelier.
Mais à quelle hauteur, et quand?**

A ces questions, la direction se laisse visiblement du temps pour répondre.. Mais elle a un peu trop attendu, car à la grogne des collègues s'ajoute maintenant celles des collègues kiné, ergothérapeutes et des orthophonistes !!!

Faute d'embauche immédiate, elle ne perd pas de temps pour fermer 24 lits cet été !!! Le cercle infernal se poursuit: fermeture de lits de SSR → engorgement des services de soins → engorgement des urgences...

Nous espérons que la direction ne va pas perdre trop de temps et mettre rapidement des moyens pérennes et à hauteur des besoins pour soulager ces équipes car la meilleure publicité pour un service, c'est encore du personnel en nombre et bien traité. Pour l'instant, la direction ne l'entend pas!!!

SUD reste aux côtés des équipes dans ce combat.

MISE EN STAGE DÈS L'EMBAUCHE, LE CHU D'ANGERS L'A FAIT ! À TOURS MAINTENANT DE FRANCHIR LE CAP!

On ne peut pas s'empêcher de le dire, SUD a souvent raison.

Cela fait des mois qu'on le dit à la direction. Pour recruter, il faut améliorer les conditions d'accueil et de travail des agent-es!

L'élément essentiel pour recruter est d'arrêter ces CDD sans fin, payés moins cher que les titulaires, sans prime annuel et sans sécurité d'emplois. en CDD!

Et bien le CHU d'Angers vient enfin de passer à l'acte, au moins pour un service, celui de l'USLD (soin de longue durée), où les agent-es seront directement mis en stage lors du recrutement sur les mêmes grilles salariales que les

titulaires et avec titularisation un an après. Pour une fois qu'une direction prend une bonne décision, on ne peut que la faire savoir.

Et surtout démontrer que c'est possible. Alors au CHU de Tours, c'est quand la mise en stage dès l'embauche ?



URGENCES PÉDIATRIQUES, 1ÈRE VICTOIRE POUR LES COLLÈGUES EN GRÈVE!

Depuis plusieurs mois, les collègues de nuit des urgences pédiatriques soutenu-es par la CGT et SUD se mobilisent pour améliorer leurs conditions de travail et obtenir des effectifs supplémentaires.

Elles viennent d'obtenir, suite au droit d'alerte déposé au CHSCT, la pérennité d'un poste d'auxiliaire de puériculture supplémentaire la nuit pour sécuriser la salle d'attentes des urgences. C'était une de leur revendication.

C'est une 1ère victoire et cela signifie que la lutte paie !

La grève est toujours en cours pour l'obtention des autres revendications. On ne peut que les soutenir.



RIFIFI AU BLOC B2A

Il manque des anesthésistes !!! Cela n'est pas un scoop en soi. Cela est même un problème récurrent sur le CHU, provoquant des retards dans la prise en charge des patients avec des blocs repoussés voire annulés.

La direction consciente de cette problématique propose une solution, ou plutôt SA solution : on déplace les urgences du Bloc B2A (ORL, Ophtalmo, Neurochir et urologie) de Bretonneau vers le bloc de gynécologie !!!

Bref, on sécurise l'activité anesthésie en dégradant gravement l'activité chirurgie. Dorénavant, on fait des craniotomies à côté des césariennes.

Mais au-delà, imaginez la circulation dans les couloirs de Bretonneau : brancards de patient-es de réanimation, armoire de matériel, IBODE essoufflé-es courant chercher le matériel en urgence d'un bloc à l'autre pendant que le chirurgien opère le patient-e.

Où est la sécurité des soins ? !!! Comment, la direction, qui



met en place ces situations de prise en charge dégradées, justifiera le couac qui ne manquera pas d'arriver.

Aujourd'hui les professionnel·les s'interrogent sur leurs conditions de travail et surtout sur les conditions de prises en charge de leurs patient-es.

En revanche SUD ne manquera de dénoncer cette situation dégradée et reste aux côtés des collègues pour retrouver des conditions de travail optimales au plus vite.

LES 12H DU LE MONDE IMAGINAIRE

Il était une fois, au CHRU de Tours, un service à l'époque nommé « La réanimation médicale ». C'était il y a bien longtemps, enfin disons pas tant que ça, soit à peu près 4 ans.

Jadis donc, ce service de Bretonneau souffrait comme bien d'autres de difficultés de fonctionnement liées en grande partie à des sous-effectifs importants, une forte charge de travail, des problématiques de remplacement...

Un détail : la direction avait probablement oublié que ce service était normé. En effet un décret datant de 2002 (on est en 2018 à l'époque !!) impose à la direction un effectif de 2 IDE pour 5 patient-es et 1 AS pour 4. Or naguère, la règle institutionnelle était de 3 IDE pour 10, 1 As pour 10 !

En Rois et Reines de contes de fée la direction s'engagea à respecter le décret et dans le même temps institua une organisation en 12h en s'engageant « fortement » contre une quelconque alternance. Une majorité de l'équipe fut séduite par les annonces : une meilleure répartition des tâches (puisque plus de personnels), une promesse de respect de leurs plannings, moins de jours travaillés (puisqu'en 12h)...

LE RÊVE IMAGINÉ NE FUT... QU'IMAGINAIRE.

La situation d'aujourd'hui est pire qu'avant. Alors même qu'on cherche toujours les preuves des bénéfices promis sur les conditions de prise en charge des patient-es, les plannings des collègues de ce service sont extraordinairement anarchiques. Aucun respect de la réglementation et surtout aucune promesse n'est tenue : Disparition des trames fixes, rappels réguliers sur les repos,

et quid de l'engagement de la direction d'offrir 2 weekends de repos sur 3 aux équipes de nuit ?

Mais une nouvelle ère est promise... Encore une... un nouveau rêve serait garanti avec cette fois l'alternance jour/nuit !



Bah oui, si vous avez bien compris et cela est devenu une règle : chaque nouveauté avancée par la direction a pour objectif d'aggraver les conditions de travail et les prises en charge des patient-es.

De rêve, il s'agit vraisemblablement d'un cauchemar.

Heureusement, tout ça est encore à l'état d'étude. On espère que ce projet atterrira rapidement dans une poubelle. Peut on encore rêver dans ce monde merveilleux qu'est le CHRU de Tours ?

REPLACEMENTS D'ÉTÉ « PRÉDICTIONS ET/OU PRÉJUGÉS ?

La direction nous annonce deux années très compliquées en termes de recrutement... Sollicitude touchante ou sarcasme prévisionnel ?

Sans voir aussi loin, nous sommes déjà très inquiet-es au sujet de notre proche et incertaine période estivale !

Les 300 demandes de remplacement vont-elles être satisfaites ? Marc de café, patte de poulet ?



Cela fait des années que nous annonçons la catastrophe que nous vivons actuellement. Dans un monde où la science de la divination serait reconnue, on s'arracherait nos talents ! Les Nostra-Sudistes que nous sommes prédisent bien des difficultés encore à venir !

Nos futurs plannings ont été tellement « lissés » qu'ils pourraient éventuellement fonctionner « sans ces chers compensateurs d'été », week-ends en sus compris, RC supprimés et repos coupés bien évidemment !...



Nous pointons le doigt sur l'épuisement qu'entraînerait un été de souffrances sur des équipes déjà bien malmenées au quotidien !

Ne nous en remettons pas aux forces mystiques. Sur ces sujets, le rapport de force est bien plus performant. Et s'il faut nous y risquer alors allons-y. On voit, on voit... Votre avenir est fait de grands bouleversements. Vous allez rencontrer des luttes et surmonter les obstacles. L'avenir est rayonnant si vous choisissez la solidarité.

RAPPEL À DOMICILE : DROIT DE RETRAIT

À notre arrivée dans nos services, nous avons toutes et tous été sollicité-es par notre encadrement pour transmettre nos numéros de téléphone, la plupart du temps sous couvert du plan blanc.

Malheureusement, ces numéros de téléphone sont utilisés pour d'autres intentions.

Trop rarement des appels bienveillants, trop souvent des appels pour de l'auto remplacement.

Une collègue malade, un appel : « vous devez revenir sur votre repos, comment ça vous n'êtes pas disponible ? Bah décalez votre rendez-vous ! » ; Une absence pour fait de grève, un appel : « vous vous rendez compte si tout le monde faisait ça ? ça met en difficulté vos collègues ! » Un arrêt maladie, un appel : « vous revenez quand ? On manque de personnel ! ».

Ces appels abusifs, sont là pour nous culpabiliser, nous faire peur, mais surtout ressemblent à des astreintes déguisées.

Or, les astreintes sont rémunérées deux fois, une fois pour

être joignable à tout moment et une 2ème fois en cas de déplacements.

Vous pouvez à tout moment faire machine arrière en remplissant le formulaire disponible sur intranet ou auprès de vos cadres, afin de ne plus être rappelé sur vos repos. Cela ne peut pas être refusé, et aucune pression d'aucune sorte ne peut-être faite. Cette démarche ne vous supprime pas des listes dites « plan blanc », que seule la direction a en sa possession.

SUD rappelle le encore une fois à la direction, que les rappels à domicile sont strictement interdits par la législation, sauf pour les agents.es d'astreinte.



CHU DE TOURS : PROJET DE FORMATIONS VIRTUELLES

Lors d'une instance du comité technique d'établissement, la direction a annoncé en grande pompe des pistes pour améliorer l'accès à la formation pour toutes et tous.

Ces formations se feraient par le biais d'un casque en réalité virtuelle, évaluées et proposées sur le temps de travail!

Dui oui, vous avez bien lu, sur le temps de travail, alors qu'on court sans arrêt ! C'est une attaque de plus contre le droit à la formation, et une économie non négligeable pour la direction afin de ne plus financer ces mêmes formations.

Car pour partir en formation, il faut des moyens: pour les frais de formations, pour embaucher du personnel pour nous remplacer dans les services ou pour être en effectif de base pour ne pas annuler nos formations.... faute d'effectif !

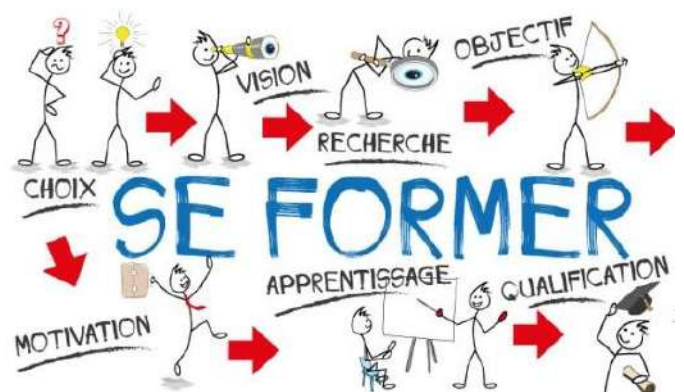
Mais c'est en toute logique que la direction aille sur cette piste. Depuis des années, elle nous habitue au virtuel.

Nous avons toutes et tous connu ces propositions de participation à des groupes de travail, virtuel, comme si nous n'avions pas compris que tout était joué d'avance.

Mais nous pouvons y ajouter aussi de la part de la direction, l'écoute virtuelle, la bienveillance virtuelle, la compassion virtuelle.

Sans compter la consultation médicale virtuelle!

Une chose est sûre, c'est que le syndicat SUD continuera la lutte contre la dégradation des conditions de travail, les suppressions de lit, les suppressions de postes, le mépris des tutelles, du gouvernement et des directions qui ne sont pas virtuel eux !



FPH : LA PRIME EN SOINS CRITIQUES POUR TOUS ET TOUTES !

Un nouveau décret est apparu en Avril 2022, pour l'attribution d'une prime mensuelle de 118€. Elle concerne seulement les infirmier-es et les cadres travaillant en réanimation, en USC et en soins intensifs, mais pas les aides-soignantes ni les infirmières spécialisées !

Diviser pour mieux régner est le maître mot de notre gouvernement, puisqu'il a oublié d'attribuer cette prime aux autres corps de métier !

Pour en bénéficier, l'IDE ou le cadre doit avoir une affectation au minimum à 50% sur ces services. Pour les infirmier-es qui tournent sur différents services, en dehors de leur affectation



initiale, la situation sera étudiée par le DRH au cas par cas.

Cette prime est encore une fois, et comme beaucoup d'autres, discriminatoire ! Tout corps de métier à l'hôpital a une place importante ! Augmentation général du point d'indice et des salaires pour toutes et tous, c'est ça la seule réponse à apporter !

SUD a demandé la Direction de faire remonter cette injustice auprès des tutelles.

DU MALADE AU PATIENT, DU PATIENT AU CLIENT, DU CLIENT AU...

Avant, nous avons des malades. Là, tout était simple, le/la malade c'était une personne qui était en mauvaise santé que l'on devait simplement soigner.

Puis petit à petit, la dénomination a changé et le/la malade est devenu le /la « patient-e ». Dans ce cadre, une autre notion a fait son apparition. Outre le fait que le patient est toujours malade, là s'invite l'attente, le délai de prise en charge....

Puis enfin surgit la notion de négoce, le/la malade-patient-e devient le client. Et Hop, du service de soins, l'hôpital passe au stade de commerce !!!

Et là, tout commence à se détériorer. Car, pour faire du profit, il faut réduire les coûts. Pour réduire les coûts, il faut moins de charge, donc on supprime des lits, puis du personnel.



Puis sous le prétexte de sécuriser les patient-es client-s, on regroupe les services dans les grands centres et on supprime les petits services... Par ailleurs, la situation n'est pas rose non plus, il n'y a plus de médecine de

ville, les déserts médicaux s'amplifient et la seule lumière restant allumée sont les urgences.

Mais surgit le caillou dans la chaussure, la grogne monte un peu partout et débute ainsi la crise aux urgences. Ajouter à cela une bonne grosse pandémie qui dure et nous voilà bien embourbé-e dans une situation inextricable.

En résumé, on détruit petit à petit l'hôpital en lui enlevant ses moyens, financiers puis humains et enfin on détourne

sa première vocation, en transformant les services de soins en usine, le personnel ne s'y retrouve plus et s'en va. Plus assez de personnel, ON ferme des lits, pas assez de lits, ON attend aux urgences, ON cherche des lits que l'ON a plus, ON s'entasse aux urgences, puis ON s'agace aux urgences, enfin ON ferme les urgences, et ON ne soigne plus les malades. « C'est ça la réalité de l'hôpital public !!!! » aurait pu continuer de scander M. Véran, mais pour lui comme ses prédécesseurs, le malaise n'est que la conséquence d'un manque d'organisation. Propos lui permettant de se dédouaner de ces propres manquements !

Partout en France, des services d'urgences saturés ferment, laissant pour compte des usager-es démunis-es. Les appels au secours se succèdent : les grèves, les minutes de silence.... Les personnels appellent à l'aide des gouvernances qui n'entendent pas, qui ne veulent pas entendre. La crise des urgences n'est que le symptôme d'un mal bien plus profond : la gangrène du capitalisme a infecté notre système de santé.



Ce qui se passait dans nos campagnes hier arrive en ville, et le désert gagne du terrain. Des mois pour avoir un rendez-vous auprès d'un spécialiste, des opérations retardées faute d'anesthésistes, des lits fermés, des services fermés faute de personnels.... Un service public détruit faute de budget et des patient-es qui meurent faute de soins !!!

A SUD, nous continuons de lutter pour un Hôpital en bonne santé, et pour cela nous réclamerons toujours les budgets nécessaires pour le faire fonctionner avec tous ses lits et tous les personnels en conséquence.

PSYCHIATRIE, L'HEURE EST À L'ÉCOUTE... DES PROFESSIONNEL·LES

Depuis janvier 2022, nous sommes confronté·es au **CHU de Tours à la nouvelle version, encore plus nocive, du projet de nouvel hôpital psychiatrique (NHP).**

NHP 2, LE RETOUR DE LA CATA.

La situation actuelle est plus qu'évidente. Nous sommes au bord de la catastrophe, comme dans nombre d'autres services (voir l'article des urgences page 8). Pour les décideurs, ARS et direction, à ce niveau de déni, la bonne foi ne peut plus être plaidée.

84 lits d'hospitalisation complète adulte en moins ! À l'heure actuelle, la direction maintient ses desseins. La crise actuelle des urgences psychiatriques, l'augmentation du nombre de situations de patient·es en détresse psychique ne pouvant être accueilli·es, augmentation du nombre d'hospitalisation hors secteur, départs de collègues et difficultés à embaucher, les témoignages des collègues de secteur informant de la détresse dans laquelle iels se trouvent lors de certaines visites à domicile... rien ne semble y faire.

UN GRAND MEETING POUR FAIRE ENTENDRE LES MAUX ET LES SOLUTIONS DE LA PSYCHIATRIE

Le 20 mai, les collègues mobilisé·es ont organisé un grand meeting de la psychiatrie à Tours. 200 personnes étaient présentes. Et l'énergie était puissante, tout comme les interventions qui se sont succédées. A été évoqué le CHU, mais aussi les services de Chinon, Loches et Amboise Château-Renault. Car nous sommes embarqué·es toutes et tous dans le même bateau.

Le constat dressé était sans appel. Chiffres à l'appui, et témoignages forts, l'obligation de faire cesser la volonté destructrice de notre secteur était une évidence.

C'est bien pour cela qu'il est plus que temps que les professionnelles de terrain s'emparent du pouvoir décisionnaire pour l'organisation de la psychiatrie. Le règne des technocrates n'a que trop duré.

Lors du conseil de surveillance du 8 avril, les salarié·es mobilisé·es ont réussi à convaincre le maire de Tours Emmanuel Denis d'organiser un cycle de concertation sur ce projet. Au passage, la stratégie de la direction a été totalement désavouée au cours de cette réunion. Comment pourrait-il en être autrement !

Cette réunion, que nous souhaitons décisionnaire, aura lieu le vendredi 24 juin à 14h. Nous souhaitons y faire entendre notre refus de toute diminution capacitaire à accueillir et soigner les personnes qui en ont besoin. Nous y défendrons dans le même temps notre volonté farouche de voir de réels moyens enfin attribués à la psychiatrie du département.

Pour rappel, depuis des années La direction s'autorise à ponctionner le financement de la psychiatrie pour financer ses grands projets immobiliers. Du détournement de bien psychique ! Autre rappel, le département et la région font partie des moins dotés en termes de moyens humains par habitant·es. Il serait temps que cela change, mais pas n'importe comment.

La psychiatrie et les soins psychiques sont une affaire d'expérience et de travail pluridisciplinaire. Il s'agit d'expérimenter toujours, de (se) questionner, improviser, créer du lien, laisser de la place à l'initiative. Dans le même temps il s'agit de constance, de confiance, de repère, de sécurité. Rien qui ne devrait être laissé entre les mains de décideurs obsédés par leurs tableaux Excel et lignes budgétaires à assurer.

PLACE AUX PROFESSIONNEL·LES PARTOUT

S'il n'y avait que le CHU de Tours, on pourrait se consoler en nous disant que nous sommes l'îlot de tristesse au milieu d'un océan de plénitude. Malheureusement, il y a même pire ailleurs. Pourquoi pire ? Car les projets prévus sur l'Indre et Loire se sont déjà abattus dans d'autres départements et établissements.

Petits exemples annonciateurs. En Ile de France, le manque de place d'hospitalisation a été le motif de créer une cellule de gestion de lits régionale. Conséquence, les personnes sont trimbalées de force sans aucune référence à leur secteur d'origine. A côté de ça les services sortent les lits de camp, 25 patient·es dans des services de 21.

Du côté de Lyon, pourtant fer de lance de la psychiatrie scientifique et « moderne » avec des services par pathologie, même constat. les services débordent, les "lit miroir" sont tous occupés et il y a des "couchettes" dans les services. Faute de bras infirmiers, des services vont fermer. Des soignant·es de l'extra-hospitalier (qui doivent assurer le fameux et mensonger « virage ambulatoire ») commencent à être rapatrié·es en intra, ce qui met en péril l'offre de soins en ville.

SOLIDAIRES POUR LA PSYCHIATRIE DE DEMAIN

Contre le défaitisme qui nous guette, emparons-nous du pouvoir de décider ce qui doit être fait, au plus prêt du terrain. Ce qui est innovation, parcours de soin, moyens nécessaires, c'est à nous, en concertation avec les patient·es et leurs proches de le décider. C'est ce que nous faisons déjà au quotidien, trop souvent contre le poids managérial qui contraint et entrave.

RENDEZ-VOUS MASSIVEMENT LE 24 JUIN À 13H30 À BRETONNEAU, POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS ET SOUTENIR LES COLLÈGUES QUI PARTICIPERONT À LA DÉLÉGATION LORS DE LA RÉUNION DE CONCERTATION,



SYSTÈME DE SANTÉ, L'EFFONDREMENT QUI SE RAPPROCHE !

En Indre et Loire, faute de personnels suffisant, 24 lits de SSR fermés au centre hospitalier de Luynes, fermeture des urgences et de la maternité de Chinon, fermeture partielle des urgences du centre hospitalier d'Amboise, fermeture de 24 lits de SSR au CHRU de Tours, sans compter les multiples fermetures de lits temporaires au fil de l'eau pour pallier l'absentéisme, c'est ça la réalité dans les établissements publics de santé Madame la Ministre de la santé!



Nationalement, la situation est tout autant catastrophique. 120 services d'urgences sont en difficultés et tirent la sonnette d'alarme.

Les urgences de Bordeaux sont partiellement fermées

la nuit, les interventions non urgentes sont reportées à Orléans pour libérer des places, 27 hôpitaux dont plusieurs CHU ferment des lits temporairement, jusqu'à 20% de lits sont fermés faute de personnel. Pour rappel, 17500 lits ont été fermés en 5 ans pour faire des économies. Et les fermetures de lits se poursuivent: 300 lits vont être supprimés lors du regroupement des hôpitaux de Beaujon et Bichat sur Paris, 84 suppressions de lits sont annoncées lors du regroupement des psy au CHRU de Tours.

La médecine libérale est tout aussi en situation critique, les déserts médicaux se multiplient, les délais d'attente pour voir son médecin traitant sont interminables.

C'est le serpent qui se mord la queue, tout est fait pour accentuer la crise des urgences, défaillance de la médecine libérale en amont et fermeture de lits en aval.

60 000 personnes ont quitté l'hôpital suite à la dégradation des conditions de travail et à la déshumanisation des soins, 16 000 ont été suspendus faute de schéma vaccinal complet.

Non ce n'est pas un problème d'organisation Madame la Ministre de la santé, c'est bien un problème de moyens et un choix politique qui conduit la santé publique dans le mur au profit du secteur privé.

Alors que cela fait 3 ans que les organisations syndicales SUD, CGT, CFE-CGC, AMUF, les collectifs inter-urgences, inter-hôpitaux, inter-blocs, la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité et le Printemps de la psychiatrie alertent sur l'insuffisance de l'accès aux soins de premier recours, la casse de l'hôpital public et la fatigue des personnes.

Les seules mesures prises ne sont pas structurelles, servent à éteindre le feu et ne répondent en aucun cas à l'urgence

de la situation. Les primes à répétition sont discriminatoires, divisent les personnels entre elleux alors qu'ils font le même travail dans les mêmes conditions dégradées quelques soient le poste. Pires elles menacent le statut et précarisent encore plus.

Le management culpabilisant continue, les rappels à domicile aussi, les vacances sont raccourcis, bref tout est fait pour dégouter encore plus les agent-es et les départs se poursuivent.



Les mesures à prendre en urgence, ce sont les mêmes depuis ans, les voici:

- ✗ Recrutement massif supplémentaires immédiatement et plan de formation, ratio de personnel adapté à la charge de travail, respect des équipes et des plannings, avec mise en stage des l'embauche et titularisation de tous les contrats précaires,
- ✗ Revalorisation générale des salaires pour rattraper les 10 ans de blocage, reconnaissance des contraintes et des pénibilités horaires (nuit, week-end) et reconnaissance des qualifications,
- ✗ Renforcement des moyens financiers significatifs pour les établissements, recrutement de personnels brancardier-es, coursier-es, ouvrier-es, secrétaires,
- ✗ Arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits et réouverture de lits, partout où c'est nécessaire.
- ✗ De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et une prise en charge optimale en terme de qualité et de sécurité des soins pour tout-es partout



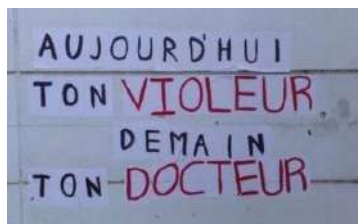
VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES À LA FAC DE MÉDECINE LA FIN DE L'OMERTA !

Les combats pour l'émancipation n'avancent pas tous seuls. Il aura fallu attendre l'action des Colleuses Féministes sur les murs de la fac de médecine et son retentissement local et national pour que la question des violences sexistes et sexuelles en son sein soit enfin entendue et prise en compte.
Merci à ces militantes féministes !



Les collages alertaient sur les actions de la direction vis-à-vis d'un étudiant en médecine, mis en examen pour des faits d'agressions sexuelles et de viols.

À sa sortie de détention provisoire, la direction aurait favorisé le transfert de cet étudiant de l'université de Tours vers celle de Limoges, alors même qu'elle avait connaissance qu'il était poursuivi par cinq étudiantes pour viol et agressions sexuelles. Il a ainsi pu poursuivre son cursus universitaire, être réintégré dans une autre université, et même suivre un stage en gynécologie en centre hospitalier.



La 1^{ère} réponse de la faculté fut de porter plainte pour diffamation, intrusion et dégradation envers le collectif féministe. Or, au lieu de sanctionner les courageuses, la seule réponse à la hauteur de la situation de la direction de la faculté et du CHRU aurait été, d'abord, de protéger les victimes dès qu'elles avaient été mises au courant puis de mettre en place immédiatement les mesures nécessaires afin que ces violences cessent.

Cela nous rappelle qu'il nous a fallu de nombreuses années pour que notre demande de retirer les fresques sexistes, dégradantes et violentes soit enfin acceptée. Il aura fallu brandir une jurisprudence favorable provoquée par SUD santé sociaux 31 et Osez le féminisme pour faire bouger les choses.



Tout n'est pas gagné pour autant car des inscriptions du même acabit réapparaissent déjà. On espère que la direction les enlèvera rapidement.

Les actions conjuguées dénoncent les violences sexistes et sexuelles présentes dans le milieu médical depuis des années, protégées par cette fameuse « culture carabine » et que nous sommes nombreuses à subir au quotidien.

On le répète, l'inaction permet ce climat de violences, de culture du viol, d'omerta face au harcèlement sexiste et sexuel, qui ont lieu en cours, sur les lieux de stage ou dans les services. Les victimes ne sont pas protégées, les agresseurs ne sont pas punis, et cela perdure indéfiniment.

Mais les temps changent et on espère enfin que la peur et la honte vont changer de camp.

Suite à cette action et aux multiples soutiens qu'elle a généré, les étudiant-es en médecine se sont organisé-es et ont fait entendre leur voix.

Les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur ont saisi l'Inspection générale de l'Éducation, du sport et de la recherche pour mener une enquête.

Nationalement, la parole se libère et des espaces se créent pour la recueillir.

SUD Santé Sociaux apporte tout son soutien aux victimes ainsi qu'aux militantes féministes mises en accusation. Nous demandons que la direction prenne ses responsabilités et que des actions de protections et de préventions soient immédiatement mises en place afin que les violences sexistes et sexuelles à la fac de médecine et à l'hôpital cessent. Nous avons le droit de pouvoir se faire soigner, travailler et étudier dans un environnement sain et féministe, opposé à la culture du viol et où le harcèlement sexuel est combattu.

DU 5 AU 8 DÉCEMBRE

DU 5 AU 8 DÉCEMBRE 2022,
VOTEZ SUD LORS DES ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES !



Nous ne sommes pas parfait-es et nous pouvons faire beaucoup mieux. Nous connaissons de nombreuses entraves de la part de la direction qui nous empêche de prendre toutes nos heures syndicales (bon, si elle nous entrave, c'est qu'on la gêne et donc qu'on ne fait pas si mal notre boulot de vous défendre au mieux).

Nous attachons une grande importance à la confiance que vous nous avez accordée en votant pour SUD et en nous maintenant 1^{er} syndicat sur le CHRU. Nous avons fait du mieux possible pour respecter votre vote au quotidien depuis 4 ans et nous continuerons à le faire.

ALORS POURQUOI VOTER SUD ?

- ✗ **Parce que SUD vous rend compte des mandats** que vous lui avez confiés avec Plein SUD, le compte-rendu des instances représentatives du personnel,
- ✗ **Parce que SUD vous informe de son activité** et de ce qui se passe dans les services avec l'Echo des fourmis,
- ✗ **Parce que SUD vous défend collectivement**, vous laisse la parole et vous organiser dans vos luttes, vous prêtant nos moyens pour les rendre visibles (préavis de grève, tirage de tracts, accès aux médias, sono, articles, réunion de négociation,...),
- ✗ **Parce que SUD vous défend individuellement** et vous accompagne lors des entretiens disciplinaires, pour ruptures conventionnelles, pour changer de service, pour adapter votre poste de travail,...
- ✗ **Parce que SUD vous défend dans les CAP** pour les révisions de note, les conseils de discipline,
- ✗ **Parce que SUD défend vos dossiers d'accidents de travail ou de maladie professionnelle** dans la commission de réforme,
- ✗ **Parce que SUD porte vos revendications** au Comité Technique d'Établissement (CTE) et au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), au Conseil de Surveillance (conditions de travail, effectifs supplémentaires, mesures d'attractivité pour recruter, respect de vos plannings et de vos congés, accès à la formation, ...),
- ✗ **Parce que SUD est le moteur pour favoriser l'unité** la plus large avec les autres organisations syndicales et les collectifs.
- ✗ **Parce que SUD défend la sécurité sociale, des moyens pour l'hôpital public** auprès des pouvoirs publics et du Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière, pour l'amélioration de vos droits et de vos conditions de travail, pour l'amélioration de l'accueil des usager-es, pour soigner dignement et humainement.
- ✗ **Parce que SUD, antiraciste, féministe, antifasciste, se bat contre toutes les discriminations** et pour l'égalité des droits pour tous.



Solidaires Unitaires Démocratiques

Les contacts et militant·es syndicaux·ales sont à votre disposition en cas de besoin ou pour tout renseignement.

Permanences du lundi au vendredi de 9h à 17h à Bretonneau: Tel/fax: 7 3762 / 02 47 47 37 62

Permanences les mercredi et jeudi de 9h à 17h à Trousseau: Tel: 7 8417 / fax 7 8418

Permanences le jeudi de 9h à 17h à Clocheville: Tel 7 9592 / 02 34 38 95 92

DECT du CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail): 7 07 84

Et de 8h00 à 20h00: 06 15 08 62 22

Mail: sudsantesociaux37@gmail.com

Site: www.sudsantesociaux37.org

BELLAH Jamal		75579	METAIRY Frédéric		73762
	UCPA			SICS Radio	
BENHARRAT Afif		72727	MONGAULT Charlie		71638
	UCPA			Psy B rdc	
BOUCHET Thierry		71564	PAPIN Philippe		73762
	Blanchisserie			Local syndical Bretonneau	
BULIAN Mario		72077	PARCE Céline		78755
	Service électrique Trousseau			Vaguemestre	
BRUNET Charlene		77318	PINEAU Samantha		73540
	Service informatique			Brancardage Bretonneau	
COGNARD Marie Laure		74289	POUJOL Anthony		73762
	ORL Bretonneau			Logistique hôtelière	
COGNEE Cécile		70664	PRINTANIER Emilie		78129
	Neuro Bretonneau			Dermato C	
COQUEREAU Isabelle		78128	SEGUIN Damien		73762
	Dermato A			SICS nuit Bretonneau	
COUPET Isabelle		70664	SILNIQUE Stéphanie		70637
	Psychiatrie D			CPTS Psy A	
DAMAS Alexis		73762	TIVAUX Willy		71389
	Psychiatrie nuit			UMUH ONCO (nuit)	
DEBON Christophe		74678	TURPIN Joël		73828
	Chambre funéraire Trousseau			CPU Ado	
DENIZOT Corinne		71389			
	UMUH-Onco (nuit)				
FERNANDES Olivier		72727			
	UCPA Trousseau				
GADRAT Nicolas		75730			
	Manutention Trousseau				
GARNIER Anita		79000			
	Urgences Trousseau (nuit)				
GERMAIN Michèle		73762			
	Consultations Trousseau				
GIRARD Marie-José		74289			
	ORL Bretonneau (nuit)				
GOUMARD Cédric		76000			
	Sécurité Trousseau				
GUESNIER Maryse		73762			
	Cancérologie-Curiethérapie				
GUILBERT Marie-Christine		78827			
	Neuro-chir Bretonneau				
HAMEAU Sébastien		76921			
	Neuro-chir Bretonneau (nuit)				
JOLYET Valérie		73762			
	Imagerie Bretonneau				
MERLET Sandra		78827			
	Neuro-chir Bretonneau				

**CONTRE
L'EXTRÊME DROITE
RENFORÇONS
LES LUTTES
SOCIALES !**

Solidaires
ANTIFASCISTE

Ce journal est gratuit. Il est financé et imprimé par le syndicat SUD et tiré à 2500 exemplaires.

Les articles non signés sont votés et assumés collectivement par le conseil syndical SUD.

AU THEATRE CE SOIR

« Menteurs, menteurs »

Aux éditions « d'Orto satisfaction »

Mme Naïve de l'étonnée : Hé bonjour, Mme de syndiquée, tu as vu le palmarès !!!

Mme De syndiquée : Le palmarès, quel palmarès !?!

Mme Naïve de l'étonnée : Celui du CHU, bien sûr, on a été certifié, tu ne le sais pas, objectif MARS quoi!!!

Mme De syndiquée : Si je ne sais pas que la certification est passée, c'est vraiment que j'habite sur Mars. En effet. Mais je ne vois pas pourquoi on devrait célébrer ça.

Mme Naïve de l'étonnée : Mais on a obtenu un très bon score, les visiteurs ont été bien accueillis et les équipes au top, du moins c'est ce qu'a dit la direction.

Mme De syndiquée : Ça, ils pouvaient être bien accueillis. Pour une fois la direction a mis les moyens. Une belle mise en scène, choix des acteurs, décors et costumes impeccables. Ils ont même refait la tapisserie avec toutes les recommandations et les chartes qu'ils ont pu trouver.

Mme Naïve de l'étonnée : Hou la, la, tu es encore en colère.

Mme De syndiquée : Et il y a matière. Curieusement certains services qui étaient en sous-effectif se sont vus attribuer du personnel supplémentaire mais ont été de nouveau en sous-effectif le lendemain.

Mme Naïve de l'étonnée : Oui, maintenant que tu le dis, c'est vrai que les services avaient été briqués de fond en comble !!!

Mme De syndiquée : Ne t'inquiète pas, la direction avait fait une répétition générale en amont. Elle est passée dans les services et a vérifié les moindres petits détails pour que le scénario se déroule au mieux, quitte même à intimider certains collègues.

Mme Naïve de l'étonnée : Mais pourquoi ne pas montrer la réalité, pourquoi ces faux semblants ?

Mme De syndiquée : Mais tout cela pour le standing! Le décorum est devenu la préoccupation première de notre direction bien sûr. Une bonne note avec une reconnaissance de haute qualité des soins et hop, coup de pub assuré. Mais maintenant que la certification est passée, retour fracassant à la réalité et l'anormalité.

Mme Naïve de l'étonnée : En résumé, le seul prix que l'on pourrait décerner à notre direction c'est celui de l'hypocrisie.

Mme De syndiquée : D'accord avec toi, mais on peut malheureusement ajouter celui du mépris et de la maltraitance. C'est leur meilleur rôle, bientôt ils auront leurs étoiles sur Hollywood boulevard!!! Une affiche de film avec des effets spéciaux de série Z, puisque malgré la certification, le sous effectif entraîne les fermetures de lits voire de services !!!

Mme Naïve de l'étonnée : En conclusion, la certification c'est pas du chef d'œuvre comme pièce, c'est plutôt un gros navet.